

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 04/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MANUFACTURE DE PRODUITS CHIMIQUES

Chézieux
ST ROMAIN LE PUY - BP 92
42600 Montbrison

Références : UID4243-EAR-025-043
Code AIOT : 0006105180

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement MANUFACTURE DE PRODUITS CHIMIQUES implanté CHEZIEU 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'est tenue dans un contexte de changement d'inspecteur référent. Il s'agit d'une première découverte du site . Cette inspection a été également l'occasion de faire un point sur l'avancée des travaux et le suivi de l'arrêté du mise en demeure du 16 mai 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANUFACTURE DE PRODUITS CHIMIQUES
- CHEZIEU 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY
- Code AIOT : 0006105180
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

MPC est un fabricant de peintures liquides à base de solvants et résines. Le site a subi les effets d'un orage de grêle qui a détruit la plupart des toitures, leur réfection ayant nécessité un chantier de désamiantage et leur reconstruction complète (notamment pour mise en place de DENFC).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	état des stocks	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 7.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
4	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1	Demande d'action corrective	8 jours
6	Suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1	Demande d'action corrective	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation réglementaire	Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.2.1	Sans objet
3	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1	Sans objet
7	Suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1	Sans objet
8	suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1	Sans objet
9	substances chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article annexe XIV	Sans objet
10	fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article annexe XIV	Sans objet
11	Conditions opératoires et mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article annexe XIV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que certaines échéances de la mise en demeure soient échues, et les travaux non encore finalisés, l'exploitant est dans une démarche d'avancée.

Les délais ne sont pas tous à imputer à l'exploitant, mais parfois à la disponibilité des sous-traitants, et au conditionnement de certaines actions à la réalisation des précédentes.

L'exploitant étant volontaire, il n'est pas proposé de suites administratives ou pénales aux constats de non respect de l'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, rubriques
Prescription contrôlée : Classement de l'installation. <u>Rubrique 1434.</u> Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant: b) Supérieur ou égal à 5 m3/h, mais inférieur à 100 m3/h .. <u>Rubrique 4331.</u> Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t <u>Rubrique 4510.</u> Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 20 t . <u>Rubrique 4511.</u> Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 .La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t <u>Rubrique 2640.</u> Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410.La capacité de production étant : b) Supérieure à 1t/j, mais inférieure ou égale à 10 t/j
Constats :

Constatations le jour de l'inspection.

Rubrique 1434.

Le site dispose d'une pompe de dépotage d'une capacité de 16m³/h.

il dispose également de deux pompes de soutirage dans les ateliers d'une capacité de 5m³/h et de 2,5m³/h.

La capacité totale est donc de 21,5m³/h.

La capacité soumet le site à D ce qui est conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2019.

Rubrique 4331.

Le site dispose de 9 cuves de stockages fixes contenant:

- acétone,
- xylène,
- acétate d'isobutyle
- alcool isopropilique
- solvant naphtha,
- essence E,
- acétate de butyle,
- white spirit
- acétate de méthoxypropanol.

et de stockages mobiles importants (environ 2/3 de la capacité totale).

Sur 2023 (l'exploitant ne dispose pas encore de l'analyse des stocks sur 2024), la quantité maximale présente sur site s'est élevée à 760t.

La situation est conforme à l'arrêté préfectoral qui autorise un stockage jusqu'à 860t.

Rubrique 4510.

Les quantités présentes sous cette rubrique étaient de 9,5t en fin d'année 2023.

La situation est conforme à l'arrêté préfectoral qui autorise une quantité max de 19t sous cette rubrique.

Rubrique 4511.

Les quantités présentes de produits relevant de cette rubrique étaient de 55t fin 2023. Suite à la réorganisation du site la capacité physique de stockage de tels produits est de 80t (tous les racks dédiés à ce type de stockage pleins).

La situation est conforme à l'arrêté préfectoral qui autorise une quantité max de 122t sous cette rubrique.

Rubrique 2640.

Est classé sous cette rubrique l'utilisation de colorants ou pigments.

Les quantités de ces produits achetées en 2023 s'élèvent à 118t, en prenant en compte les différences de stocks en début et fin d'année, la consommation est inférieure à 200t pour 226 jours travaillés (consommation journalière inférieure à 1t/j).

La situation est conforme à l'arrêté préfectoral qui autorise une quantité max de 2t/j sous cette rubrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2019, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire en temps réel. Il est en capacité de connaître en temps réel les quantités de produits présents dans les cuves fixes de stockage. Pour les stocks mobiles, un inventaire tournant est réalisé une fois par mois en tournant sur les divers ateliers et lieux de stockage. Un inventaire physique est réalisé une fois par an sur la totalité du site. Le jour de l'inspection l'exploitant s'appuie encore sur les chiffres 2023 pour justifier des quantités présentes sur site, les données 2024 n'étant apparemment pas encore connues. L'exploitant est en cours de mise en place d'un outil pour connaître les stocks en temps réel. L'outil devrait être mis en place en avril 2025 avec un temps de mise en route variable. Il espère un fonctionnement plein et entier de l'outil avant l'été 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant l'importance de cet état des stocks notamment en cas de besoin d'intervention des services d'incendie et de secours. Il est également rappelé l'importance de pouvoir connaître les quantités, et la nature des produits stockés dans les différents bâtiments et ce pour l'efficacité d'intervention des services précédemment cités. L'exploitant veillera à pouvoir évaluer par bâtiment et par zone de stockage la nature et la quantité des produits présents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, stockage produits inflammables
Prescription contrôlée : Sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant devra assurer la suppression des stockages de liquides inflammables dans le bâtiment B5.
Constats :

<p>Le bâtiment B5 est dorénavant dédié au stockage de produits à base d'eau. Ils ne sont pas classés inflammables. Le jour de l'inspection aucun produit étiqueté inflammable n'a été trouvé dans ce bâtiment. L'exploitant s'est conformé à l'arrêté de mise en demeure sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suivi mise en demeure

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est mis en demeure de passer commande de l'installation d'un système de détection incendie dans les bâtiments et sur les zones de stockage extérieures du site, pour une mise en service au plus tôt dudit système.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système de détection incendie sur les zones de stockages extérieures est en place. Les soucis de lentilles défectueuses en extérieur ont été réglés. La réorganisation de l'ensemble du site s'est achevée depuis fin d'année 2024. Tant que tout n'était pas en place il était compliqué de prévoir l'emplacement des détecteurs et éviter toute zone "d'ombres". L'implantation était dorénavant définitive, l'installateur est passé semaine 3. Son rapport est attendu pour fin du mois de janvier. Les chemins de câbles ont été réalisés, il restera à faire l'ensemble du câblage des détecteurs. Il est prévu l'installation de différents types de détecteurs: détecteurs de flammes, linéaires infrarouges et détecteurs de fumées. L'exploitant s'est engagé pour une fin de travaux avant l'été.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le chantier a pris un peu de retard. Mais les commandes sont passées et le système devrait être prochainement opérationnel. L'exploitant est invité à informer l'inspection de l'environnement dès la mise en service du système de détection incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : suivi mise en demeure

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, stockage extérieur Palettes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra sous 8 mois:</p>

<ul style="list-style-type: none"> • effectuer le transfert des stockages de palettes de la zone Z3-41 à D1-D2
<p>Constats :</p> <p>Vu l'ampleur des travaux à mener pour la réorganisation du site, l'exploitant a priorisé ses actions. Le transfert du stockage de palettes n'est pas effectif.</p> <p>Le stockage en zone Z3-41 est situé sur l'arrière du site, sans visuel depuis la rue, en limite avec une ligne de chemin de fer qui n'a jamais été mise en service.</p> <p>De l'autre côté de cette voie ferrée, un exploitant de recyclage de verre stocke quelques bennes métalliques vides. Il n'y a pas d'enjeux majeurs à protéger dans cette zone. La proposition de retrait de ce stockage était à l'initiative de l'exploitant.</p> <p>L'inspection a orienté l'industriel vers le site internet FLUMILOG pour réaliser les modélisations de son stockage et en déduire la meilleure configuration possible, sans avoir à faire intervenir un bureau d'études.</p> <p>L'industriel a fait parvenir son positionnement sur les lieux de stockage des palettes le 4 février 2025. Le stockage sera séparé en trois lieux (palettes standards/palettes non standard/ palettes en attente de reprise). Les flux générés par la zone Z3-41 reconfigurée sortent très légèrement des limites du site, mais sont acceptables. Les autres stockages ne génèrent pas d'effets hors site ni d'effets dominos sur le reste du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à réorganiser son stockage comme proposé sous 8 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 8 jours</p>

N° 6 : Suivi de mise en demeure

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, COV</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 8 mois l'industriel devra achever le transfert de la production de B1 vers I1, et le transfert du conditionnement de B2 vers B1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le transfert de la production est achevé.</p> <p>Il reste une machine de conditionnement dans le bâtiment B2. L'exploitant est en phase de recherche d'une nouvelle ligne de conditionnement. A l'achat, cette dernière sera installée en B1 et l'ancienne machine sera évacuée de B2.</p> <p>Dans ce bâtiment, il a pu être constaté la présence d'une cuve de solvant non capotée. Une forte odeur de solvant s'en dégageait.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'installation de la nouvelle ligne de conditionnement dans le bâtiment B1 , et l'évacuation de l'ancienne machine de B2 feront l'objet d'une information de l'inspection.</p>

Il est demandé à l'exploitant de veiller immédiatement au capotage des cuves de solvants et de peinture afin de réduire les émissions diffuses de COV. Un rappel pourra être effectué auprès des salariés sous 8 jours sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 jours pour le rappel des consignes de capotage aux salariés

N° 7 : Suivi de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Prescription contrôlée : Sous 8 mois l'exploitant devra installer une zone de stockage Z4 sur rétention pour réaffecter le stockage des IBC de solvants et de résines.
Constats : La zone de stockage des IBC de solvants et résines a été créée. Les IBC sont en inox et sans vannes plastiques en partie basse. Ils sont placés sur rétention et reliés à la production par des flexibles, les emplacements sont bien identifiés ainsi que les vannes de raccords vers la production. Le dimensionnement de la rétention est conforme. La zone est sous détection incendie. L'exploitant s'est conformé à l'arrêté de mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : suivi de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, évacuation des cuves démantelées
Prescription contrôlée : Sous 8 mois l'exploitant devra supprimer définitivement le Parc 2, avec dégazage des cuves et élimination par filière adaptée.
Constats : Lors de l'inspection précédente, il avait pu être constaté le démantèlement des cuves du parc 2, mais l'évacuation n'avait pas été réalisée. Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni les justificatifs d'élimination des cuves par la société MELI autorisée à cet effet et proche voisine de l'entreprise. L'exploitant s'est conformé à l'arrêté de mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : substances chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article annexe XIV
Thème(s) : Produits chimiques, produits chimiques
Prescription contrôlée : Connaissance des produits utilisés
Constats : L'exploitant n'utilise pas sur son site de substances soumises à autorisation du fait du règlement REACH. Une veille réglementaire est organisée sur le site par Madame DARAGON. Elle est également aidée sur ce thème par la fédération de la peinture. L'organisation est place répond à l'attendu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article annexe XIV
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Prescription contrôlée : Disponibilité et mise à jour des FDS
Constats : Les FDS des matières premières sont disponibles sur site sur le réseau informatique à un emplacement dédié pour tout personnel disposant d'un accès ordinateur , et en version papier dans des classeurs à disposition pour les autres personnes. Par sondage il a été vérifié un produit disponible en cuve (Solvant Naphta) et un produit disponible en IBC (toluène) présent en zone Z4. <u>Solvant Naphta:</u> La dernière révision de la FDS du solvant Naphta date du 05/11/2024. Elle est disponible en français et comporte les mentions de dangers suivantes: H 226; H336; H335; H305; H 411. Les pictogrammes sont bien reportés sur le stockage en lui-même. La cuve est installée sur une rétention dûment dimensionnée. Des mousses végétales étaient présentes au fond de certaines rétentions. Il est attendu un nettoyage des rétentions <u>Toluène:</u> La dernière révision de la FDS date du 03/02/2023. Elle est disponible en français et comporte les mentions de dangers suivantes: H 225; H 361d; H 304; H 315; H 336 et H 373. Les pictogrammes sont bien reportés sur les IBC de stockage. Il n'a pas été constaté d'écart dans la gestion des FDS.

Le toluène est stocké en zone Z4 sur rétention (point évoqué dans les constats précédents).

La disponibilité et les mises à jour des FDS sont satisfaisantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conditions opératoires et mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article annexe XIV

Thème(s) : Produits chimiques, Conditions opératoires et mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Conditions opératoires et mesures de maîtrise des risques liées aux produits

Constats :

Chaque employé suit une formation risques chimiques.

Par sondage, il a été vérifié la réalisation de cette formation pour le dernier arrivant. Monsieur Alexis MORIN a été formé en novembre 2021.

Les employés disposent de masques personnels mis lors des opérations particulières comme le lavage des cuves. Ils disposent également de gants caoutchouc nitrile, de lunettes de sécurité, de vêtements de travail et de chaussures de sécurité.

Les gants utilisés ne sont pas forcément ceux préconisés dans les FDS, mais devant la multiplicité des solvants présents, l'exploitant a opté pour des gants apportant une protection complète vis à vis des différents produits.

De la même façon, l'exploitant a opté pour des protections respiratoires à large spectre afin de couvrir l'ensemble des solvants présents.

Les absorbants préconisés sont présents dans les ateliers (terre de diatomée+ pelle + balai), ainsi que les moyens d'extinction (présence d'émulseurs).

Les conditions opératoires et mesures de maîtrise des risques induites par les produits présents sur site sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite